

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 30/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ADHEXPHARMA**

42-44 rue de Longvic  
21300 Chenôte

Références : 0005402599.2024-344  
Code AIOT : 0005402599

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2024 dans l'établissement ADHEXPHARMA implanté 42, rue de Longvic 21300 Chenôte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme annuel d'inspections de l'Unité Départementale. L'inspection s'est concentré sur la thématique du risque accidentel et plus particulièrement de la défense. Le référentiel de contrôle s'appuie sur l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 mars 2022.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ADHEXPHARMA
- 42, rue de Longvic 21300 Chenôte
- Code AIOT : 0005402599

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ADHEXPHERMA, (SIRET 500 806 633 00029), dont le siège social est situé au 30 rue de Lübeck, 75016 Paris, est autorisée par l'arrêté du 03 mars 2022, à exploiter sur le territoire de la commune de Chenôve (21300), au 42 rue de Longvic (bâtiment 21) (coordonnées Lambert 93 X= 852 067 et Y=6 689 227) des installations de fabrication de patches et de films oraux.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Dispositifs et mesures de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 5.2.6	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
4	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 5.3.1	Demande d'action corrective	30 jours
5	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 5.3.1	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositifs et mesures de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 5.2.4	Sans objet
2	Dispositifs et mesures de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 5.2.1	Sans objet
6	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 5.3.1	Sans objet
7	Moyens	Arrêté Préfectoral du 03/03/2022,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	article 5.3.2	
8	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 5.1.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des écarts de conformité par rapport aux prescriptions en vigueur sur les moyens d'intervention en cas d'incendie, la détection, l'intégrité des murs REI 120 et la présence d'une station météorologique.

Des actions correctives sont à mettre en place dans les délais précisés ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositifs et mesures de prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 5.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
<b>Constats :</b>  Les personnes internes à l'établissement disposent d'un système de pointage non numérique. Le principe est de prendre son carton nominatif et l'orienter côté vert en cas de présence sur site sur site et rouge en cas d'absence. Le tableau est visible et accessible en permanence. En cas d'incendie, l'affichage est transportable et permet de connaître le nombre de présent par service.  Les personnes extérieures se présentent à l'accueil et sont sous la responsabilité de leur interlocuteur sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Dispositifs et mesures de prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 5.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones ATEX de l'établissement qui sont formalisées sur le plan de masse applicable au 29 mars 2018.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, la conformité du plan avec le terrain a été vérifiée par sondage. En effet, la salle des solvants usagés, la soute à solvant, la laverie ainsi que la salle de pesées sont bien signalées comme zone ATEX. La présence de consignes spécifiques aux zones ATEX a été constatée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Dispositifs et mesures de prévention des accidents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 5.2.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Barrières de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place une barrière permettant d'éviter la propagation d'un incendie de la soute à solvants vers le stockage des solvants usagés et inversement pendant 2h.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'existence de la barrière contre la propagation d'un incendie de la soute à solvants vers le stockage des solvants usagés a été contrôlée. La barrière est constituée d'un mur en béton et d'une porte fermée.</p> <p><b>Non-conformité :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que la porte se trouvant dans le mur béton permet bien de limiter la propagation d'un incendie pendant 2h.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

#### N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 5.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par les arrêtés ministériels applicables au site et complétés et précisés comme ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les poteaux incendie présents sur les sites Adhexpharma, Laboratoire Urgo et Adhex technologies. Le bâtiment Adhexpharma est couvert par deux poteaux incendie éloignés de moins de 100m présentant un débit de 100 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures sous 1 bar. En simultanée, le débit total ne sera pas inférieur à 150 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures conformément aux besoins en eaux d'extinction d'incendie estimé dans l'étude de danger.</li> <li>• un système de détection automatique d'incendie équipant le bâtiment et présentant les caractéristiques suivantes : un détecteur LIE et LSE au niveau des tunnels d'enduction avec une alarme solvants asservie à ces détecteurs. Les locaux de stockage de solvants ou déchets solvantés usagés seront également équipés de détecteurs que les locaux soient internes ou externes (conteneur liquides inflammables, soute à déchets, soutes à solvant). La chaufferie et le local groupe électrogène seront équipés de détecteur incendie.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site Adhexpharma est situé dans la même enceinte que le site Laboratoire Urgo.</p> <p>La vérification des poteaux incendie, selon le bon de travail n°20644134 du 5 juillet 2024, recense :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Poteau Incendie n°2065 = 66m<sup>3</sup>/h</li> <li>• Poteau Incendie n°2010 = 72m<sup>3</sup>/h</li> </ul> <p><b>Non conformité 1:</b></p> <p>Les débits des poteaux incendie ne sont pas conformes.</p> <p><b>Non-conformité 2 :</b></p> <p>La mesure de débit simultané n'a pas été réalisée.</p> <p>Par ailleurs, la soute à solvant dispose d'un détecteur. En revanche, le local de solvant usagé n'en possède pas.</p> <p><b>Non conformité 3 :</b></p> <p>Le local de solvants usagés ne dispose pas de détection incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 5 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 5.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement. Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée. L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie.  Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité de l'installation classée autorisée susceptible d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement. L'établissement est muni d'une station météorologique permettant de mesurer la vitesse et la direction du vent, ainsi que la température. Ces mesures sont reportées en salle de contrôle. Les capteurs de mesure des données météorologiques sont secourus. Les capteurs météorologiques peuvent être communs à plusieurs installations.
<b>Constats :</b>  <b>Observation 2 :</b> L'identification de la localisation de la vanne de mise en rétention du site peut s'avérer opportune pour les personnes extérieures. De plus, une identification pour la position "ouvert-fermé" est souhaitée.  <b>Non conformité 3:</b> L'établissement n'est pas muni d'une station météorologique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 5.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les moyens sont complétés par des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, qui doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de

l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. [ ...]
<b>Constats :</b>  Le rapport n°03622001-001 du 31/01/24 avec DESAUTEL indique la vérification des extincteurs ainsi que leur conformité. L'extincteur 001 situé dans le hall d'entrée a été remplacé conformément aux conclusions du rapport. Lors de l'inspection, les extincteurs ont été vérifiés sous le principe de l'échantillonnage. L'inspection émet une observation concernant l'un des deux extincteurs présents dans la soute à solvant . La date de mise en service de l'un des extincteurs est inscrite en 2021, et les visites périodiques ont été validées en 2023 et 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 5.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site d'Adhexpharma est implanté, du fait de l'historique de l'entreprise, sur un site commun aux sociétés Adhextechnologies et Laboratoire Urgo. Adhexpharma dispose de moyens d'intervention communs avec ces deux autres sociétés définis dans les plans suivants : [...] - le plan d'opération interne (POI) commun avec la société Adhextechnologies [...] Ces plans sont à tenir à disposition des services de secours (service prévention du SDIS 21) et de l'inspection et doivent être tenus à jour.
<b>Constats :</b>  Le plan d'opération interne se situe au poste de garde. L'inspection a vérifié son accessibilité mais pas son contenu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Conception des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2022, article 5.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les accès de secours sont possibles par la rue de Longvic puis par la voie de circulation du site. Le site est accessible à tout moment via le gardiennage 24h/24 et 7j/7.
<b>Constats :</b>  Les accès au site n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection. L'exploitant a confirmé que le gardiennage du site est prévue en 24h/24 et 7j/7.



Type de suites proposées : Sans suite